Informations de base

2008/2631(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la suspension du cycle de Doha pour le développement mené sous l'égide de l'OMC **Subject** 6.20.01 Accords et relations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	

Acteurs principaux

Conseil de l'Union européenne	**Formation du Conseil**	**Réunions**	**Date**
	Affaires générales	2889	2008-09-15
Commission européenne	**DG de la Commission**	**Commissaire**	
	Commerce et sécurité économique	MANDELSON Peter	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
15/09/2008	Débat au Conseil		
08/10/2008	Débat en plénière		Résumé
09/10/2008	Décision du Parlement	T6-0471/2008	Résumé
09/10/2008	Résultat du vote au parlement		
09/10/2008	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2008/2631(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B6-0521/2008	08/10/2008	
Proposition de résolution		B6-0524/2008	08/10/2008	
Proposition de résolution		B6-0525/2008	08/10/2008	
Proposition de résolution		B6-0529/2008	08/10/2008	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T6-0471/2008	09/10/2008	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2008)6975	30/01/2009	

Résolution sur la suspension du cycle de Doha pour le développement mené sous l'égide de l'OMC

2008/2631(RSP) - 09/10/2008 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Suite au débat qui a eu lieu le 8 octobre sur la suspension du cycle de Doha pour le développement, le Parlement a adopté par 567 voix pour, 37 voix contre et 47 abstentions une résolution commune sur ce même thème.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE-DE, PSE, ALDE, UEN.

Les députés notent tout d'abord que les négociations ont abouti à une impasse en juillet 2008 à l'OMC à Genève. Ils se disent très déçus et inquiets face au blocage qui s'est produit lors de cette ultime réunion et rappellent leur attachement à une approche multilatérale de la politique commerciale et à une OMC en mesure de garantir un résultat global, ambitieux et équilibré pour le commerce international dans le plein respect des objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Parlement européen est convaincu que, dans le contexte actuel de crise économique et financière, l'aboutissement du cycle de Doha pourrait se révéler être un facteur de stabilisation. De la même manière, il estime que, quels que soient les progrès réalisés dans le cadre du programme de Doha pour le développement (PDD), l'OMC doit relever de toute urgence les nouveaux défis mondiaux où le commerce joue un rôle, comme la sécurité alimentaire, l'énergie, l'aide au commerce et le changement climatique.

Tout en étant parfaitement conscient des difficultés que représente le principe d'un engagement unique, le Parlement estime que les progrès accomplis jusqu'ici durant les négociations doivent constituer une base précieuse et solide à l'avenir si l'on veut poursuivre et mener à bien le cycle de Doha.

Le Parlement demande à l'Union et aux États-Unis, ainsi qu'aux nouveaux grands acteurs économiques mondiaux que sont les membres du G20, d'assumer leurs responsabilités dans les négociations actuelles et de mettre tout en œuvre pour parvenir à un accord le plus rapidement possible. Il souligne à nouveau la nécessité de distinguer les pays en développement et les pays émergents dans ce contexte. Le Parlement invite également l'Inde et les États-Unis à trouver une solution politique à la question des conditions d'application du mécanisme de sauvegarde spéciale, afin qu'un juste équilibre puisse être assuré entre les enjeux du commerce et de la sécurité alimentaire, et de permettre ainsi la poursuite des négociations de Genève. Il invite également les pays développés et les pays en développement avancés à suivre l'initiative "Tout sauf les armes" de l'Union, en garantissant un accès au marché totalement hors taxe et hors quota pour les pays les moins avancés.

Le Parlement estime que les difficultés que rencontre le PDD soulignent la nécessité, une fois le cycle de Doha achevé, de traiter d'urgence la question de la **réforme de l'OMC** pour rendre cette dernière plus efficace et transparente et améliorer sa légitimité démocratique.

Le Parlement invite enfin la Commission et le Conseil à conclure un accord, dans l'esprit du traité de Lisbonne, qui permette de garantir la participation pleine et entière du Parlement aux négociations commerciales internationales de l'Union européenne.